

Statut social de l'histoire : Éléments de réflexion

Le champ de l'histoire se distingue, en Algérie, par plusieurs caractéristiques du champ des autres disciplines des sciences sociales. On pourrait montrer, par exemple que plusieurs traits distincts de ce champ requièrent pour que leur genèse, leur nature et leur fonction soient comprises, qu'ils soient rapportés au fait que, durant la période coloniale, l'histoire jouissait dans le champ intellectuel d'une certaine prééminence.

La rigueur de la recherche historique durant la période coloniale, comme la richesse et la valeur scientifique de nombre de produits de cette recherche¹ ont, dans une large mesure, tenu à la force des liens qui, consciemment ou inconsciemment, et directement ou indirectement, la liaient aux intérêts objectifs divers des groupes sociaux constituant la communauté colonisatrice.

L'historiographie algérienne nationale a continué, dans une mesure considérable, à être marquée, longtemps après l'indépendance, par les conditions de sa gestion et de sa naissance. Cette historiographie a dû, en effet, tout à la fois, s'opposer à l'esprit réel ou supposé qui animait les travaux des historiens appartenant à la communauté colonisatrice et aussi accepter la contrainte de ne pouvoir accéder à la connaissance de nombreux faits historiques, qu'à travers le discours de ces historiens.

Une analyse méthodique du discours des historiens algériens permettrait de déceler les traces des effets de l'ambivalence de cette

¹ Ce qui n'exclut pas qu'elle puisse être aussi fortement partisane

Comment on enseigne l'Histoire

situation. Il suffit de parcourir les bibliographies des ouvrages d'histoire parus depuis l'indépendance pour se convaincre de la forte dépendance de l'historiographie algérienne, des travaux des historiens ayant appartenu à la communauté colonisatrice. On peut sans doute penser, en outre, que cette influence s'exerce différenciellement sur l'historiographie arabophone et sur l'historiographie francophone.

L'historiographie nationale algérienne a été, dès l'origine, surtout l'expression d'une opposition politique aux thèses politiques explicitement ou implicitement contenues dans les textes des historiens de la communauté colonisatrice. La tendance au syncrétisme perceptible chez nombre d'historiens nationaux algériens a conduit ces derniers à regarder l'ensemble du discours des historiens de l'autre bord comme un discours asservi à l'idéologie et à la politique colonialistes. Cette dénonciation du discours de l'histoire colonialiste accentue les effets conscients ou inconscients de l'ambivalence, évoquée ci-dessus, du rapport à cette histoire, puisqu'une rupture complète par rapport aux travaux des historiens ainsi mis à l'index, est dans les faits impossibles.

On peut ainsi penser que c'est parce que l'historiographie nationale algérienne s'est ainsi constituée sous les auspices de l'opposition politique au discours colonialiste, que la thématique politique est si nettement dominante dans l'ensemble des travaux de recherche historique et plus largement dans l'ensemble des publications relevant de l'histoire, réalisés ou parus en Algérie depuis l'indépendance.

Il y a ainsi des explications historiques (conditions de la genèse du «corps» des historiens algériens) et aussi des explications morphologiques qui peuvent être données à cette prééminence du «politique» dans l'historiographie algérienne depuis l'indépendance. Nombre très réduit d'historiens de formation universitaire aux lendemains de l'indépendance, aussi bien en arabe qu'en français, importance du nombre d'historiens «amateurs» ou d'universitaires venus à l'histoire depuis diverses disciplines comme la philosophie, la sociologie, ou la littérature arabe, rythme lent de l'augmentation du nombre de chercheurs «professionnels» en histoire, gestion défectueuse des institutions chargées de la documentation et des archives, obstacles liés aux cloisonnements séparant historiens francisants des historiens arabisants : ce sont là certaines des conditions morphologiques dans lesquelles s'est développée l'historiographie algérienne depuis 1962.

L'histoire et son public

On peut sans doute considérer par exemple que plusieurs caractéristiques du discours historique, tel qu'il s'est constitué depuis l'indépendance, sont liées à la composition du public auquel, consciemment ou non, les auteurs de ce discours s'adressent.

Une étude méthodique montrerait sans doute que les auteurs de textes ou de discours relevant de l'histoire prennent en compte, consciemment ou non, le fait que l'exiguïté numérique des historiens « professionnels », et l'exiguïté numérique encore plus grande des spécialistes du domaine qui est le leur, les contraint à destiner leurs productions à un public beaucoup plus large, et donc à adapter leur contenu et leur forme aux caractéristiques de ce public.

Tout porte à penser que ce sont surtout des curiosités de type politique qui animent l'intérêt et les attentes de la part la plus importante de ce public de l'historiographie algérienne. Dans l'esprit du public réel ou potentiel des productions intellectuelles relevant de l'histoire, celles-ci est bien plus fréquemment identifiée à des thèmes et des objets d'ordre politique, qu'elle ne l'est à des questions concernant l'évolution des organisations sociales, celle des mentalités, des mœurs, des rituels religieux, ou des formes esthétiques, etc.

Une sorte de complicité inconsciente a fini par s'établir entre les producteurs du discours historique et leur public² : De part et d'autre, l'on tend à considérer que l'objet en quelque sorte « naturel » du discours historique est le pouvoir et les formes de lutte pour les conservations ou la prise du pouvoir.

Pour ce faire la démonstration de l'existence de ce lien entre la structure des attentes du public et la nature de la production historique, il faudrait procéder à un recensement de l'ensemble des textes, en arabe ou en français, édités et diffusés en Algérie depuis l'indépendance, en prenant en compte aussi bien les travaux

² A titre d'illustration, on peut citer ce texte de Mr Belhamissi : « Dans la plupart de nos villes, les hommes chez lesquelles s'est éveillé le désir et la curiosité bien légitimes de connaître le passé d'une région ou d'une cité ou la destinée les a fixés, sont généralement privés d'ouvrages d'histoires. J'ai entendu beaucoup de gens se plaindre de l'absence d'un livre accessible à chacun et commode à consulter » (**Histoire de Mostaganem**, Centre National des Etudes Historiques, Alger, 1976, p.7 »).

Comment on enseigne l'Histoire

universitaires que les publications destinées au grand public. Il apparaîtrait sans doute qu'entre les deux catégories de textes, il n'y a pas de solution de continuité. On pourrait établir aussi que ces deux catégories de textes ne sont pas produits selon des critères d'écriture et selon des logiques significativement différents.

Spécificités épistémologiques de l'Histoire

Il faut sans doute en partie imputer l'existence de ces continuum entre le discours historique universitaire et le discours historique de vulgarisation, à ce que l'on pourrait appeler les spécificités de l'épistémologie de l'histoire.

On peut sans doute affirmer que jusque dans ses productions les plus rigoureuses, le discours historique ne peut prétendre avoir atteint une complète « sécurité » épistémologique, en d'autres termes qu'une coupure indiscutable entre l'histoire scientifique et l'histoire non scientifique se soit accomplie.

Cette situation épistémologique de l'histoire, sans doute plus accentuée dans cette discipline, que dans d'autres disciplines des sciences sociales, instaure une sorte d'égalitarisme entre les historiens, au point que l'historien professionnel ne peut ni aisément ni définitivement faire reconnaître que sa légitimité en tant que producteur de discours historique est plus grande que celle de l'historien non professionnel.

« Si l'histoire n'a pas de méthode, observe ainsi Paul Veyne, (et c'est pourquoi, on peut s'improviser historien), elle a une topique (et c'est pourquoi, il vaut mieux ne pas s'improviser historien). Le danger de l'histoire est qu'elle paraît facile et ne l'est pas. Personne ne s'avise de s'improviser physicien, parce que chacun sait qu'il faut pour cela une formation mathématique, pour être moins spectaculaire, la nécessité d'une expérience historique n'est pas moins grande pour un historien »³

³ Paul Veyne, **comment on écrit l'histoire**, Edition du Seuil, Paris, 1978, p. 152. Il n'entre pas, bien entendu, dans notre propos de proposer ici un état de la question de l'épistémologie de l'histoire. Signalons toutefois, le texte utile quoiqu'inégale de

Comment on enseigne l'Histoire

On peut ainsi dire que dans toute écriture de récit historique, il y a une part de risque épistémologique qu'aucun historien ne peut éviter de prendre.

Epistémologie de l'histoire et Sociologie

On peut ainsi faire l'économie de la prise en compte de ces spécificités épistémologiques de l'histoire, lorsqu'on tente de mettre au jour les caractéristiques du statut de l'histoire dans une société, en l'occurrence la société algérienne.

Cette ouverture de l'histoire sur ce qui n'est pas elle-même signifie en particulier que l'on ne peut concevoir une épistémologie de l'histoire qui ne soit aussi une sociologie.

La connaissance non seulement des composantes de l'espace social de l'histoire, mais aussi de la structure et de la dynamique des relations qui lient ces composantes est ainsi nécessaire, quand on veut tenter de comprendre la raison d'être des spécificités du discours historique.

Une forte interdépendance existe, en effet, entre le statut des institutions d'enseignement de l'histoire dans le champ universitaire, la place accordée à la production historique dans l'édition, les modalités selon lesquelles les différentes formes du discours historique sont diffusées aux différents niveaux du système d'enseignement, par les grands moyens d'information, ou à l'occasion des célébrations officielles d'événements fondateurs, etc.

Ainsi, une connaissance complète de cet espace impliquerait que des enquêtes puissent mettre au jour la composition sociale et l'histoire sociale des différentes catégories d'agents directement ou indirectement concernés par la production, la circulation ou la consommation du discours historique (enseignants à l'université ou dans les lycées, auteurs universitaires et/ou non universitaires d'ouvrages relevant de l'histoire, étudiants des instituts d'histoire,

André Burguière, « De la compréhension en histoire », **Annales ESC**, Janvier, Février 1990, n°1, et passim, Pierre Bourdieu, **Réponses**, Seuil, Paris, 1992.

Comment on enseigne l'Histoire

auteurs de manuels, différentes catégories de lecteurs de publications d'histoire, etc.).

On ne peut, par exemple, complètement comprendre les caractéristiques du contenu des manuels utilisés aux différents niveaux du système d'enseignement, sans les rapporter aux compétitions conscientes ou inconscientes, qui opposent dans le champ de la production du discours historique telle catégorie d'agents sociaux à telle autre.

Ce ne sont pas seulement des considérations psychopédagogiques dont on prétend souvent qu'elles transcendent les rapports de force entre les catégories d'agents sociaux concernés, qui déterminent la structure des programmes, les choix et les contenus, etc. (caractéristiques typographiques des manuels, illustrations, place et poids accordés à tel ou tel personnage, à tel ou tel événement, ordre chronologique et logique de présentation des faits, etc.).

Nombre de ces caractéristiques portent la marque des stratégies consciemment ou inconsciemment mises en œuvre par des fractions déterminées d'agents sociaux, dans la cadre de leurs efforts pour renforcer leur position dans le champ intellectuel en général et le sous-champ de l'histoire en particulier.

En attribuant dans un manuel d'histoire à tel courant socio-politique plus de poids qu'il n'en a vraiment eu dans le processus de lutte qui a conduit à l'indépendance du pays par exemple, on tend à renforcer la position socio-politique de ceux qui dans la classe politique sont ou passent pour être les héritiers de ce courant.

On peut ainsi dire que parce que l'histoire, à un degré sans doute plus élevé que les autres sciences sociales, ne se développent guère dans un rapport de nette rupture par rapport aux multiples formes de discours historiques présents dans la société, l'étude d'un manuel scolaire d'histoire, ou d'une série de manuels ne saurait sans se mutiler se réduire à l'élaboration formelle des seules techniques psychopédagogiques de transformations de « connaissances ».

Pour avoir une dimension sociologique, l'analyse de manuels d'histoire doit inclure la connaissance des itinéraires intellectuels et sociaux de leurs auteurs, et des courants qui s'expriment à travers eux, comme elle doit s'appuyer aussi sur une connaissance suffisante des

Comment on enseigne l'Histoire

utilisateurs de ces manuels, au premier rang desquels il convient de placer les enseignants. Comme l'ont montré plusieurs études de sociologie historiques consacrées à des œuvres littéraires, le public de ces dernières prend en fait une part réelle à leur production par l'influence diffuse qu'il exerce sur leurs auteurs.

Histoire sociale des historiens

Ainsi, entre les différentes institutions, les corps professionnels, les différentes fractions composant le public du discours historique, etc., qui constituent l'espace social de l'histoire, des liens d'interaction et d'interdépendance sont à l'œuvre, et déterminent, souvent d'une manière inaperçue, et dans une mesure souvent importante, la nature des productions relevant de l'histoire.

Une étude du corps des historiens « professionnels » resterait bien abstraite si elle ne prenait pas fortement en compte l'ensemble des relations que ces derniers entretiennent consciemment ou non avec l'ensemble des institutions et des catégories d'agents sociaux qui constituent l'ensemble de l'espace social de l'histoire, ou qui influent sur la dynamique de cet espace.

La dualité entre enseignants arabisants et enseignants francisants qui s'est instaurée au sein de l'Université algérienne, dès les premières années de l'indépendance, a concerné aussi le corps des enseignants d'histoire de l'enseignement supérieur. Cette dualité semble même avoir « affecté » les historiens universitaires à un degré plus élevé que les enseignants de la plupart des autres disciplines de sciences sociales. Il en est ainsi parce que les traditions intellectuelles d'où sont issus les uns et les autres sont très différentes.

La tradition de l'historiographie réformatrice⁴ telle qu'elle s'est constituée à partir des années trente en particulier a continué à influencer largement l'historiographie algérienne arabisante postérieure à l'indépendance. Une analyse de la thématique et des techniques de recherches et d'exposition contenues ou mises en

⁴ Cf. Haddab Mustapha, « Histoire et modernité chez les réformistes algériens », **Connaissance du Maghreb**, CRNS, Paris, 1984

Comment on enseigne l'Histoire

œuvres dans l'ensemble des travaux d'histoire en langue arabe réalisés depuis l'indépendance ferait apparaître sans doute la persistance d'une réelle fidélité aux principales convictions sur lesquelles reposaient la doctrine et la culture réformistes. Nous pensons en particulier à des travaux comme ceux de A. Saâdallah, M. Leqbal, Y. Bouaziz, M. Mortad, Debbouz, N.D. Saidouni, etc.

Ces auteurs se sont, bien entendu, conformés à des degrés divers aux normes des travaux universitaires, tant du point de vue de la forme que du point de vue contenu de leurs travaux. Cette absence de solution de continuité qui semble ainsi exister entre l'historiographie de langue arabe postérieure à l'indépendance et la culture réformiste, apparaît d'une manière encore plus convaincante dans les articles portant sur des questions historiques que des revues comme **Al Açala** et **Al Thakafa**, ont publiées durant les années soixante-dix et quatre-vingts.

On peut ainsi observer que les motivations qui sont au départ de l'intérêt des intellectuels de la mouvance réformiste pour l'histoire, et qui résultent des caractéristiques de leurs itinéraires intellectuels et sociaux, les ont incités à se pencher sur des dimensions du passé que les historiens francophones ont tendance à peu explorer ; ces dimensions sont celles de la culture, de la production intellectuelle, de divers aspects de la vie religieuse, etc. Cet aspect est par exemple particulièrement visible dans les travaux de A. Saâdallah. Les historiens arabisants, qu'ils soient ou non universitaires, manifestent une tendance significative à évoquer la vie et l'œuvre d'intellectuels, de **ulama** du passé⁵.

A quel degré l'historiographie algérienne arabisante et francisante postérieure à l'indépendance a-t-elle été influencée par ce courant habituellement désigné, d'une manière un peu syncrétique, par l'appellation de courant des **Annales** ? Tout s'est passé, dans l'historiographie algérienne depuis l'indépendance, comme si une sorte d'urgence dans la constitution d'une histoire nationale avait fait passer au second plan le souci de traiter de questions relevant de l'histoire sociale, et distinctes de l'histoire politique et événementielle.

⁵ La revue **Al Thaquafa**, par exemple, contient une proportion importante d'articles de ce type.

Comment on enseigne l'Histoire

C'est ainsi que l'on pourrait sans doute établir que même chez les historiens qui consacrent leurs recherches non pas à l'étude de faits et d'événements liés à des groupes concernés par la sphère du politique, mais plutôt à des classes et groupes sociaux constituant « la société civile », ce sont plutôt des motivations d'ordre politique qui contribuent le plus à déterminer le choix de leurs objets. Il en est ainsi, par exemple, des études portant sur la constitution de la classe ouvrière, sur les mouvements sociaux, etc.

Il s'agit là, bien entendu, d'hypothèses sur des tendances dominantes, des textes portant sur des objets plus éloignés du « politique » figurant dans l'historiographie postérieure à l'indépendance ; ils sont peu nombreux, et ils sont souvent dus à des recherches dont la formation de base relève de disciplines, telles que l'anthropologie, la sociologie, ou la littérature, plutôt que de l'histoire proprement dite.

On pourrait sans doute établir aussi que le degré auquel les historiens algériens éprouvent la nécessité de s'armer d'instruments intellectuels relevant de disciplines comme l'anthropologie, la sociologie ou la psychologie sociale, est relativement faible ? Un tel détour par des problématiques constituées à partir de champs d'études ouverts dans d'autres disciplines des sciences sociales que l'histoire, serait le signe d'une sorte d'esprit ascétique chez l'historien, qui aurait ainsi renoncé à traiter des sujets correspondant à des attentes bien établies, et dont la légitimité relève d'un solide mais hétéroclite consensus social.

Peut-être faut-il mettre sur le compte d'une disponibilité moins grande des documents nécessaires à la réalisation de programmes de recherches constitués à partir de questionnements inspirés de diverses sciences sociales, et aussi d'une plus grande difficulté à établir la pertinence de l'information disponible, la faible tendance observable chez les historiens à prendre appui sur une culture acquise par une fréquentation assidue des conquêtes les plus sûres des sciences sociales contemporaines.

Mais les historiens, quelle que soit la tradition culturelle ou idéologique à laquelle ils appartiennent, n'ont-ils pas raison de « faire de l'histoire », de composer des récits intelligibles sur des événements

Comment on enseigne l'Histoire

du passé **national**, sans trop s'inquiéter de la légitimité épistémologique de leurs travaux ? N'est-il pas prématuré de s'interroger sur les facteurs sociologiques agissant sur la production historique et sur les spécificités épistémologiques de cette production, qui ne représente encore qu'un volume relativement restreint de travaux ?

Un travail réflexif sur la production historique depuis l'indépendance trouve sa justification dans le fait que l'historiographie algérienne n'est pas née de rien en 1962, mais s'inscrit dans des traditions de recherche historique anciennes⁶, et dans le fait que la surdétermination et multifonctionnalité du discours historien ou du discours sur l'histoire en Algérie, en fait un objet d'analyse particulièrement riche, à l'intersection du champ intellectuel, du champ idéologique et du champ politique.

Historiens et réflexion sur l'histoire

Bien que dans leurs entretiens, les historiens manifestent assez fréquemment explicitement ou implicitement, que les problèmes liés aux statuts sociologique et épistémologique de leur discipline, sont loin de les laisser indifférents, on constate que cela ne les conduit que rarement à publier des textes réflexifs sur leur pratique et sur les caractéristiques de la production historique.

Il arrive qu'à l'occasion de séminaires ou de colloques, ou bien en réponse à des interviews de journalistes, des propos soient tenus ou des écrits publiés sur l'état de l'histoire en Algérie. C'est surtout la dimension politique du statut de l'histoire qui fait l'objet des commentaires exprimés en ces occasions.

Cette approche surtout politique des questions relatives à l'état de l'histoire est par exemple notée, plus ou moins directement, par

⁶ Outre les informations précieuses contenues dans le livre de A. Saadallah « **Tarikh al djazair al thakafi** » (S.N.E.D., 1981), on peut lire quelques rares textes sur l'historiographie du Maghreb central, comme celui de Mohamed Ghalem « Histoire et historiens en Algérie au XVIIIe siècle » paru dans le quotidien « **al Salam** » du 14 juillet 1991, article dans lequel l'auteur examine les liens de l'histoire et du « fiqh ».

Comment on enseigne l'Histoire

Abderrahim Taleb Bendiab, quand présentant une brochure qu'il a écrite en 1985, il note que celle-ci « ...est essentiellement une contribution au débat national autour des problèmes de la recherche en histoire. Ce dossier est repris régulièrement par la presse nationale chaque fois qu'est annoncé un nouveau livre sur l'histoire de notre pays, ou à chaque anniversaire de notre guerre de libération nationale. De ce fait, lorsque la presse nationale parle de l'écriture de l'histoire, elle vise essentiellement la période contemporaine : celle qui a été marquée par l'occupation française, mais encore et d'une façon plus précise la période de la lutte armée (1954-1962). En plus, dans la lecture de cette presse, on dénote une nervosité et une passion légitime chaque fois qu'il paraît un livre de l'autre côté de la Méditerranée. D'abord parce que pour la plupart le contenu de ces livres est très peu scientifique, ensuite parce que leur problématique n'est pas la nôtre, et enfin parce que chez nous la production des œuvres historiques est insignifiante pour ne pas dire inexistante⁷ ».

Ce texte, extrait d'un opuscule qui n'ambitionne guère de se donner les moyens d'une étude sociologique et épistémologique du statut de l'histoire en Algérie, signale néanmoins à quel point le discours sur l'histoire est dans une large mesure inspiré par des sentiments ou des stratégies politiques. On peut lire encore d'autres textes, dans lesquels leurs auteurs se fondent sur une sorte de « psychologie des peuples », s'interrogent sur les raisons pour lesquelles les Algériens ont si peu la tête historienne et écrivent si peu sur leur passé.

En raison des liens qui existent entre la didactique de l'histoire et son épistémologie, on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur le statut social de l'histoire dans une société telle que la nôtre, où un important débat sur les finalités et les contenus de l'enseignement de l'histoire dans le système d'enseignement⁸ est ouvert. Seule une bonne connaissance des conditions sociologiques et épistémologiques de la production du discours historique dans notre société peut conduire à la mise au point d'une didactique de l'histoire, qui soit autre chose

⁷ Abderrahim Taleb Bendiab, **Ecrire l'histoire, essai critique pour une écriture de notre histoire nationale**, (Brochure publiée à compte d'auteur), Mai 1981

⁸ Cf. Suzanne Citron, **Enseigner l'histoire aujourd'hui**, Les Editions Ouvrières (utile pour une approche des problèmes posés par la didactique de l'histoire)

Comment on enseigne l'Histoire

qu'une simple tentative de substitution d'un savoir imposé à un autre savoir imposé.

Il est indispensable en particulier que les dispositions intellectuelles impliquées par la pratique de l'histoire en tant que discipline aspirant à la scientificité soient prises en compte lors de la confection de manuels d'histoire, et que la didactique de l'histoire vise à en favoriser l'appropriation par les élèves.

Conditions de la reproduction des historiens

On peut penser que nombre de caractéristiques sociologiques, idéologiques et aussi épistémologiques du discours historique, tel qu'il a été produit et reçu dans notre société depuis 1962, résultent des conditions socio-historiques dans lesquelles l'historiographie algérienne a pris naissance avant l'indépendance et durant les premières années qui suivirent celle-ci. On peut ainsi se demander si, consécutivement aux changements morphologiques intellectuels et linguistiques que l'Algérie a connus ces dernières décennies, la nature du discours historique n'a pas lui-même subi des changements significatifs.

Nous avons ainsi soumis en 1985 un questionnaire à soixante-douze étudiants de dernière année de licence d'Histoire, à l'Institut d'Histoire de l'Université d'Alger, au moyen duquel nous avons tenté de repérer, au moins à titre de première approche, des aspects des conditions dans lesquelles s'effectue la transmission des connaissances d'histoire à des promotions relativement récentes de licenciés d'histoire.

Notons tout d'abord que pour les garçons (43%) et les filles (57%) qui composent ce groupe ne sont pas levées toutes les difficultés, ou du moins tous les inconvénients liés à la situation de dualité linguistique à laquelle ils continuent à être confrontés sous des formes diverses. Ainsi, à la question de savoir comment ils évaluent leur propre niveau en langue arabe, 18% seulement d'entre eux répondent qu'il est « très bon », 39% d'entre eux estiment qu'ils sont seulement

Comment on enseigne l'Histoire

« bons en arabe », et 44% que leur niveau en langue arabe est « moyen ».

Quand à ceux qui considèrent que leur connaissance du français est très bonne, ils ne sont que 4%, alors que 24% d'entre eux estiment qu'ils sont « bons » en français et 8% qu'ils sont « mauvais » dans cette langue. Il est permis de supposer que si une proportion élevée (6%) d'entre ces étudiants ne répond pas à la question concernant leur niveau de connaissance du français, c'est parce que leur niveau dans cette langue est faible, et qu'ils ressentent de la réticence et de la perplexité à le dire. On peut aisément se représenter combien une certaine perturbation des rapports des étudiants à leurs langues de travail peut affecter la qualité de leur réception des discours oraux ou écrits qui les concernent.

Langue arabe et Histoire

Les textes que ces étudiants utilisent dans le cadre de leurs tâches universitaires sont, en majorité en langue arabe. 60% d'entre eux déclarent, en effet, que la plupart des documents sur lesquels ils travaillent sont rédigés en langue arabe. 26% disent qu'ils travaillent surtout en français et seulement 5% déclarent recourir d'une manière équivalente à des textes écrits en arabe et à des textes écrits en français.

Des investigations plus fines auraient sans doute permis de faire apparaître, au-delà de cette persistance d'une certaine hétérogénéité linguistique, la nature des conséquences psychologiques et pédagogiques qui peuvent résulter, pour beaucoup d'étudiants, du fait d'avoir à se forcer à utiliser une langue qu'ils sont loin de maîtriser.

C'est en tout cas essentiellement à travers la langue arabe que désormais le savoir historique parvient aux étudiants. Bien entendu, le contenu de ce savoir ne peut qu'être étroitement lié au véhicule linguistique qui le transmet. C'est ainsi que 68% des étudiants interrogés affirment que l'historien algérien qu'ils lisent le plus est Abdou Al Kacim Saadallah. Le détour par l'utilisation d'une documentation de première ou de seconde main en langue française

Comment on enseigne l'Histoire

est semble-t-il en train de cesser d'apparaître comme nécessaire aux jeunes qui se destinent aux métiers de l'histoire.

Pourquoi l'Histoire

Au vu du peu d'enthousiasme vis-à-vis des études qu'ils poursuivaient et de l'intérêt limité que ces étudiants manifestent lors d'entretiens menés avec nombre d'entre eux, on pouvait se demander si l'orientation de la plupart de ces futurs licenciés d'histoire vers cette filière universitaire n'était pas surtout le résultat d'un ensemble de contraintes ou de « choix par nécessité », subis ou effectués durant leur itinéraire scolaire.

Cette hypothèse est, dans une certaine mesure, corroborée par une sorte de réalisme dont font preuve ces étudiants quant à leur avenir professionnel. 51% d'entre eux, en effet, déclarent n'aspirer à rien d'autre qu'à être enseignants dans le cycle secondaire ; 11% d'entre eux seulement envisagent de faire une carrière dans l'enseignement supérieur, et 7% affirment vouloir s'orienter vers une carrière de chercheur ou d'écrivain en histoire.

Une certaine homologie semble ainsi exister entre le caractère dominé du champ intellectuel et particulièrement du sous-champ de l'histoire, et une certaine modestie des aspirations intellectuelles et professionnelles des étudiants de cette discipline. Alors que l'histoire en tant que science et en tant qu'objet, est magnifiée dans le discours idéologique, le discours politique et celui des médias, l'histoire en tant que branche universitaire occupe quant à elle une place modeste dans la hiérarchie des disciplines, entre autres parce que l'enseignement dans le secondaire constitue dans les faits son principal débouché. Ce n'est pas sans amertume que les étudiants évoquent ce contraste.

L'histoire et sa pédagogie

A cette sorte de réalisme dont font preuve les étudiants d'histoire, correspond une considérable routinisation dans les formes selon

Comment on enseigne l'Histoire

lesquelles ils accomplissent leurs tâches universitaires ; à la question de savoir comment ils préparent leurs examens, 58% des étudiants répondent qu'ils se contentent d'apprendre leur notes de cours, 98% d'entre eux déclarent lire les livres conseillés par les professeurs, et 3% qu'ils utilisent d'autres ouvrages que ceux conseillés par le professeur.

C'est d'une manière plutôt passive que la plupart des étudiants semblent recevoir l'enseignement de leurs professeurs. 68% d'entre eux répondent ainsi qu'ils n'ont eu à recevoir à aucun moment de leurs études de licence des documents de première main. Il ressortait d'ailleurs d'entretiens menés avec plusieurs de ces étudiants que la formation qu'ils avaient reçue ne les avait pas rendus sensibles à l'importance des distinctions qu'ils y a lieu de faire entre différents types d'ouvrages ou de documents d'histoire.

Tout semble concourir ainsi à réduire la culture des étudiants d'histoire, à des formes de savoir relativement closes et scolarisées, et fort peu incitatrices à la recherche personnelle. Les étudiants ne sont ainsi pas portés à lire des revues, y compris les plus accessibles, et où souvent leurs professeurs écrivent des articles. 18% seulement d'entre eux déclarent lire avec une certaine régularité, la revue **Al Thakafa** ; 44% des étudiants interrogés déclarent n'avoir jamais consulté la revue **Madjallat al Tarikh**, et 47% n'avoir jamais consulté de revue d'histoire étrangère.

Le caractère relativement restreint de la curiosité intellectuelle des étudiants semble apparaître aussi dans la hiérarchie qu'ils tendent à établir entre les « modules » qui composent leur licence. Lorsqu'on interroge les étudiants d'histoire sur les parties du programme de la licence qui les intéressent le plus, on constate que ce sont les enseignants les plus proches du présent national et international qui les intéressent le plus.

Les « modules » qui intéressent le plus les étudiants sont « le monde depuis 1945 », et « les mouvements de libérations dans le Tiers-monde ». Ces références semblent indiquer que, au terme de quatre années d'études supérieures consacrées à l'histoire, les étudiants n'ont pas enrichi et affiné leur culture, au point d'être attirés par des domaines des études historiques par trop éloignés de ceux où,

Comment on enseigne l'Histoire

directement ou indirectement, les débats politiques actuels trouvent un écho. Les « modules » d'"histoire de la Grèce", d'"histoire de l'Égypte ancienne", comme celui d'"histoire des idées contemporaines", ne furent l'objet que très rarement de la préférence des étudiants.

Le caractère relativement restreint des canaux par lesquels la culture en général et la culture historique en particulier parvient aux étudiants apparaît dans la forte tendance que manifestent ces derniers à considérer que le savoir historique est en quelque sorte détenu par deux ou trois professeurs. Nous avons déjà indiqué, ci-dessus, que 68% des étudiants auxquels nous avons demandé quel était l'historien algérien qu'ils lisent le plus souvent, citent Abou Al Kacim Saadallah, Mahfoud Kaddache n'est cité que par 7% des étudiants interrogés.

Cette sorte de quasi-monopole que Abou Al Kacim Saadallah exerce sur les lectures des étudiants d'histoire n'est pas seulement l'expression du faible nombre d'auteurs d'ouvrages d'histoire jouissant d'une suffisante réputation, il dénote aussi l'existence chez les étudiants d'un certain conformisme, sinon un certain mimétisme, qui les détournent de s'intéresser à d'autres auteurs que l'auteur le plus connu, par ses publications et son activité universitaire, mais aussi par la fréquence de ses interventions dans la presse, la radio et la télévision.

On peut comprendre qu'un auteur comme Mahfoud Kaddache, dont les travaux sont en langue française, soit peu lu par les étudiants ; même lorsqu'ils savent le français, ceux-ci préfèrent sans doute utiliser des travaux en langue arabe, susceptibles de les préparer ainsi plus directement à leurs examens. Mais il faut imputer à une certaine étroitesse de la curiosité culturelle des étudiants, le fait que des auteurs comme Moussa Lakbal, Yahya Bouaziz, Mohammed Bouabdelli, etc., ne soient pas du tout évoqués par eux.

On ne peut non plus tenter d'expliquer le peu d'intérêt montré par les étudiants aux travaux des historiens algériens par le fait qu'ils auraient plutôt tendance à lire des travaux d'historiens étrangers, parce qu'ils considéreraient que ces derniers constituent de meilleurs instruments scientifiques et didactiques. A la question de savoir quel est l'historien non algérien qu'ils apprécient le plus, les étudiants sont nombreux (28%) à ne donner aucune réponse. La répartition des

Comment on enseigne l'Histoire

réponses à cette question n'est pas moins significative : deux auteurs, l'un de langue française – Charles – Robert Ageron- et le second de langue arabe –Hatoum – sont évoqués par une proportion significative d'étudiants : 19% pour le premier et 15% pour le second. Charles André Julien n'est cité que par 10% des étudiants.

Enseignement de l'Histoire et idéologie

Tout porte à penser que ces tendances de la formation universitaire à se réduire à ses aspects les plus scolaires, ne résultent pas seulement de facteurs institutionnels (programmes, horaires, etc.) matériels (conditions de vie et de travail des étudiants) ou même pédagogique, mais aussi du fait que dans le champ de l'histoire, tel qu'il s'est constitué dans l'Algérie contemporaine, les fonctions idéologiques et politiques du discours historique, occupent une position primordiale. Les réussites scolaires et professionnelles dépendent des différentes formes de reconnaissance dont elles font l'objet ; on peut penser que les critères d'appréciation dominants au sein du champ intellectuel influent sur la détermination des finalités objectives qui s'imposent à l'enseignement de l'histoire.

Le fait que l'histoire soit un enjeu politique et idéologique fortement impliqué dans les processus de lutte pour le pouvoir, ou de conservation du pouvoir, semble n'être perçu d'ailleurs que d'une manière assez incertaine, par les étudiants. A la question de savoir si l'Etat fait montre d'un intérêt important pour tout ce qui touche à l'histoire, 35% d'entre eux répondent que l'Etat ne s'en occupe que très faiblement ; ils sont 42% à déclarer que l'Etat ne s'intéresse que moyennement à l'histoire et seulement 14% à dire que celui-ci intervient fortement dans ce domaine.

On pourrait ainsi dire en d'autres termes que la plupart de ces étudiants ne perçoivent pas très clairement que le discours historique est essentiellement multiple, et que pour l'historien soucieux de rigueur, la constitution d'un discours historique scientifique implique une sorte de lutte constante contre l'emprise des autres formes de discours.

Comment on enseigne l'Histoire

L'idéologie dominante tend à accréditer l'idée que le seul obstacle épistémologique à la constitution d'un discours historique juste, est la prégnance du discours historique colonial. Les étudiants interrogés sont ainsi nombreux (65%) à considérer qu'ils convient de poursuivre le processus de décolonisation de l'histoire, alors que, comme le montrent les données analysées ci-dessus, ils sont peu nombreux à percevoir l'importance du rôle de l'Etat dans la gestion de la mémoire de l'Algérie.

Etudes d'Histoire et promotion sociale

Face à ces différents facteurs qui, dans le champ de l'histoire, tendent à faire prévaloir les fonctions idéologiques et politiques du discours historique, les étudiants, en raison de leur origine sociale et culturelle, ne peuvent guère contribuer au renforcement d'un traitement de l'histoire moins centré sur des sentiments idéologiques ou politiques.

Les catégories socio-professionnelles les plus représentées parmi les pères des étudiants interrogés sont celles de petits commerçants et artisans (26%) et celle d'employés (24%) ; 20% des pères de ces étudiants sont ouvriers ou manœuvres : 11% d'entre eux occupent des emplois modestes d'agents de service tels que ceux de chauffeur ou gardien. Cette population se caractérise, en outre, par le fait qu'on y compte très peu de personnes ayant des attaches directes avec le monde paysan (deux seulement) et que les métiers intellectuels y sont très peu représentés (un enseignant, deux techniciens supérieurs).

Aussi sommaires soient-elles, ces données incitent néanmoins à penser que les étudiants qui entreprennent des études d'histoire n'appartiennent guère à des familles au sein desquelles une tradition d'études littéraires se serait déjà établie.

La rapidité de la croissance du système éducatif depuis 1962 a progressivement rendu l'école, le lycée, et aussi dans une mesure considérable l'Université, accessibles à des personnes appartenant à des groupes sociaux qui avaient auparavant été maintenus loin du système éducatif public ; un capital scolaire suffisant et des

Comment on enseigne l'Histoire

dispositions culturelles en affinité avec un univers culturel universitaire relativement autonome, n'ont pu ainsi se constituer et s'accumuler dans les milieux sociaux d'appartenance des étudiants d'histoire (C'est ainsi que, par exemple, 40% des étudiants déclarent n'être jamais allés au cinéma durant leur scolarité secondaire).

L'histoire constitue ainsi un objet sociologique particulièrement riche, en raison de sa vulnérabilité du point de vue épistémologique. Elle ne peut en effet émerger et se développer en tant que discipline rigoureuse que par la prise de conscience et la connaissance des composantes du champ dans lequel elle est tenue de se frayer un chemin.

Mustapha Haddab
Université d'Alger
Avril 1992